

# Les voisins de la Libye rejettent toute ingérence étrangère

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4988 - Ven. 24 - Sam. 25 janvier 2020 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

## La liste de 950 bénéficiaires de logements sociaux fin prête

Page 4

49<sup>e</sup> acte du hirak

## Poursuite de la mobilisation pacifique

Page 2

### Le «New York Times» refuse son soutien à Joe Biden

Par Mohamed Habili

**A** l'approche des premières élections dans la course à l'investiture démocrate, les caucus de l'Iowa, prévus pour le 3 février, le principal journal américain, le «New York Times», a créé la surprise, non pas certes pour apporter son soutien à l'un des candidats en lice, ce qu'il fait traditionnellement, mais pour appeler ses électeurs à choisir...entre deux candidats. En l'espèce, entre deux candidates, ce qui a ajouté à l'étonnement général. Mais ce qui peut se comprendre cependant, eu égard à ce que Bernie Sanders aurait confié en aparté à Elizabeth Warren, à savoir qu'une femme ne pourrait pas battre Donald Trump. Ce que le concerné s'était empressé de démentir. Troisième motif d'étonnement : ces deux femmes « endossées » comme diraient les Américains par le NYT, Amy Klobuchar et Elisabeth Warren, ont peu de choses en commun en dehors de concourir pour la même investiture. Autant en effet la première appartient à l'aile droite du parti, autant la seconde à son aile gauche. Il ne faut avoir d'opinion arrêtée sur aucun des sujets en débat pour trouver du bon à l'une comme à l'autre. Qui plus est, ce choix basé sur le genre ne peut être d'une parfaite équité, puisque ce ne sont pas deux femmes qui restent dans la course, mais trois, la troisième étant Tulsi Gabbard, la représentante de Hawaii.

Suite en page 3

Politique, économie et social au menu

## Tebboune en toute transparence face aux médias



Les concertations politiques en vue de trouver une solution à la crise qui prévaut dans le pays depuis des mois, les revendications du hirak, les réponses à la situation socio-économique, le gaz de schiste et la hargha... ont été autant de sujets abordés mercredi dernier par le Président Tebboune lors d'une entrevue qu'il a accordée à des médias. [Lire page 3](#)

Céréales

### Collecte de 20 millions de quintaux de blé dur depuis avril dernier

Page 5

Clôture du salon «Tizi n'udlis»

### Faire sortir le livre vers les places publiques

Page 13

Réunion d'Alger

# Les voisins de la Libye rejettent toute ingérence étrangère

■ Les pays voisins de la Libye ont rejeté jeudi toute ingérence étrangère dans ce pays en guerre et appelé les belligérants au dialogue, au terme de la réunion d'Alger visant à favoriser une solution politique à un conflit qui menace toute la région.

Par Meriem Benchaouia

**A** l'initiative du président de la République, Abdelmajid Tebboune, la réunion a rassemblé les ministres des Affaires étrangères de Tunisie, d'Egypte, du Tchad ainsi que du Mali. Des diplomates du Soudan et du Niger y ont également participé. Egalement présent, le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, qui a informé les participants des conclusions du Sommet de Berlin, où promesse a été faite de respecter un embargo sur les armes et de ne plus interférer dans les affaires libyennes. Fayez al-Sarraj et Khalifa Haftar n'ont pas participé à la réunion d'Alger. Et preuve des tensions persistantes, l'aéroport de Tripoli a dû fermer pendant plusieurs heures après des menaces des pro-Haftar.

Selon un communiqué publié à l'issue de la réunion, les participants «ont exprimé leur profonde préoccupation vis-à-vis de la gravité de la situation que traverse la Libye et son impact négatif sur la sécurité et la stabilité des pays voisins», soulignant leur totale solidarité avec le peuple libyen. A cette occasion, ils ont appelé à la préservation de la sécurité en Libye, son indépendance et son intégrité territoriale, ainsi qu'au rejet des interventions étrangères qui ne font que perdurer la crise et la rendre plus complexe. A ce titre, les ministres ont insisté «sur la nécessité pour toutes les parties libyennes à rester engagées dans le maintien du cessez-le-feu, exprimant leur espoir que les frères libyens s'engagent dans un règlement pacifique de la crise libyenne, loin de toute solution militaire et d'intervention étrangère, y compris les milices et les mercenaires, pour favoriser



l'organisation d'élections transparentes qui répondent aux aspirations du peuple libyen et préparent l'indépendance de la Libye, son unité et sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire». Ils ont, en outre, insisté sur leur «rejet catégorique du terrorisme, de la violence, quelle que soit sa forme ou sa source», appelant «les frères libyens à revenir au processus politique, sous l'égide des Nations unies, dans le cadre de l'Accord politique libyen et des résolutions du Conseil de sécurité y afférentes», réaffirmant leur «soutien aux efforts et aux initiatives visant à trouver une solution à la crise libyenne ainsi qu'aux résultats de la Conférence de Berlin qui a consacré le rôle pivot de l'Envoyé personnel du Secrétaire

Ghassan Salamé, dans le processus politique et la réconciliation nationale en Libye, en y associant les pays voisins de la Libye et l'UA». A cet égard, les hauts responsables ont souligné l'importance de la sécurité des frontières de leurs pays avec la Libye et la nécessité de la coordination et de la coopération en vue de faire face à tous les risques qui menacent la sécurité et la stabilité de la Libye et de tous les pays de la région ainsi que ceux du Sahel. Les ministres des Affaires étrangères ont, dans leur communiqué, rendu hommage aux efforts déployés par l'Algérie au cours de la période précédant la Conférence de Berlin et qui se sont traduits par les visites de plusieurs délégations de Haut niveau, parmi lesquelles les représentants des

parties dans la crise libyenne. Ils ont également salué l'annonce par l'Algérie, au cours de la Conférence de Berlin, de sa disposition à abriter des rencontres entre les frères libyens en vue de rapprocher les vues et de les appeler à revenir à la table des négociations et au dialogue, afin de mettre un terme à la crise libyenne et de préserver l'unité de peuple libyen et sa souveraineté. Ils ont décidé, lors de cette réunion, de continuer à se concerter, chaque fois que nécessaire, pour faire connaître la position des pays voisins de la Libye à la communauté internationale. Enfin, les ministres et les chefs de délégation ont exprimé «leurs remerciements et leur appréciation à l'Algérie pour avoir pris l'initiative d'abriter cette réunion des pays voisins de la

Libye». Les ministres des Affaires étrangères et les chefs de délégation ont exprimé, également, «leurs remerciements et leur gratitude au président de la République, Abdelmajid Tebboune, pour avoir bien voulu accorder une audience aux participants ainsi que pour sa vision et ses éclaircissements sur les développements qu'a connus la crise libyenne et l'importance du rôle des pays voisins dans son règlement», conclut le communiqué. La réunion consultative des pays voisins de la Libye, tenue jeudi à Alger, a permis de débattre de la grave situation en Libye et ses implications sur les pays voisins. Elle a débattu également les voies et moyens à même d'apporter un soutien au processus de sortie de crise en Libye. **M. B.**

49<sup>e</sup> acte du hirak

## Poursuite de la mobilisation pacifique

**A** lors que la date anniversaire du lancement du hirak populaire approche, des milliers de citoyens ont investi la rue pour réitérer leurs revendications habituelles. À Alger, dès 11h30, des milliers de manifestants ont commencé à se rassembler, appelant à la poursuite de la libération des détenus d'opinion à l'instar de Boumala, Tabbou et Belarbi, de l'étudiante Nour El Houda et d'autres encore, emprisonnés depuis plusieurs mois. Malgré le dispositif sécuritaire particulier déployé du côté de la mosquée El-Rahma à Alger, près du siège du RCD à la rue Didouche-Mourad, ainsi qu'à la Grande-Poste et ses environs, et l'interpellation des premiers arrivés, les



manifestants ont réussi à marcher pacifiquement et dans le calme, juste après la prière du vendredi. Ils ont appelé à l'instauration d'un Etat de droit et à la libération des détenus du hirak, l'indépendance de la justice et de la presse et une transition démocratique négociée. D'autres slogans ont été scandés, comme l'ouverture politique et la révision de toutes les lois adoptées durant l'année 2019. Les participants à cette 49<sup>e</sup> marche ont également scandé des slogans à travers lesquels ils ont réaffirmé leur «attachement à l'unité nationale» et à la poursuite de leur mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Les fameux «Silmya !

Silmya ! matalibna chariya» (pacifique ! pacifique ! nos revendications sont légitimes), «Algérie libre et démocratique», «makanch marche arrière» (pas de marche arrière), et «rupture avec l'ancien système», ont été parmi les slogans scandés lors de cette manifestation à Alger. Outre la capitale, ce mouvement populaire a été observé dans d'autres villes du pays à l'image de Béjaïa, Oran, Annaba, Bouira, Tizi-Ouzou, Sétif, où des milliers de citoyens ont battu le pavé pour réitérer leur désir de liberté et exiger d'en finir avec les anciennes pratiques et demander l'instauration d'un Etat de droit et de lois. **T. K.**

Politique, économie et social au menu

# Tebboune en toute transparence face aux médias

Les concertations politiques en vue de trouver une solution à la crise qui prévaut dans le pays depuis des mois, les revendications du hirak, les réponses à la situation socio-économique, le gaz de schiste et la hargha... ont été autant de sujets abordés mercredi dernier par le Président Tebboune lors d'une entrevue qu'il a accordée à des médias.



PH: D. R.

le biais de la justice. Il y a eu certes détournement de fonds mais également des surfacturations», soutiendra-t-il. Dans ce contexte, Tebboune réaffirmera que «la lutte contre la corruption se poursuivra sans relâche», en particulier celle «affectant le pouvoir d'achat du citoyen». «Si la première affecte le Trésor, la deuxième touche à la poche du citoyen, et c'est bien plus grave». De ce fait, il estimera «impératif d'œuvrer à la moralisation de la société car en l'absence de morale tout se disloque même au sein de la famille». A titre de solutions de lutte et de prévention contre la corruption et les pots de vin, il fera part entre autres de «l'installation de caméras de surveillance partout, à l'instar des services des Douanes, des commissariats de police et des communes».

## Révision prochaine de la loi de finances 2020

Au plan financier, Abdelmadjid Tebboune annoncera que «pour une meilleure équité», «certaines taxes prévues dans la loi de finances 2020» seront revues. A cet effet, il déclarera qu'«une loi pourrait intervenir dans les cinq ou six mois à venir loin de toute démagogie». Sur le plan social, le Président, annonçant aussi une exonération dans la loi de finances complémentaire (LFC), de tous les salaires de moins de 30 000 DA dans le but d'augmenter le pouvoir d'achat tout en contrôlant les prix des produits essentiels, n'exclura pas une révision du seuil du SMIG (Salaire minimum garanti). «Nous mobiliserons tous les moyens disponibles pour la lutte contre la pauvreté et l'inéquité en termes de revenus individuels», assurera-t-il. Et d'ajouter : «le principe d'augmentation du pouvoir d'achat est irréversible, et cette démarche se fera à travers l'exonération des faibles salaires et le contrôle des prix du marché». Au phénomène de la hargha, pour lequel le chef de l'Etat se dira «particulièrement affecté», outre, l'impératif de consacrer l'égalité en matière d'accès à l'emploi pour tous les Algériens» et «des campagnes de sensibilisation associant les familles», il proposera «la signature de conventions avec certains pays pour permettre à des jeunes de constater de visu à quel point la situation est difficile dans ces pays, mais il est également possible de recourir à des psychologues en ce sens qu'il s'agit d'un problème grave nécessitant un traitement particulier».

L. N.

## réforme économique

Par ailleurs, le chef de l'Etat a également été interrogé sur les solutions à la situation socio-économique du pays. A ce propos, il répondra que «la reconstruction de l'économie est une entreprise de longue haleine. Certes des solutions urgentes s'imposent et nous y travaillons» et «il n'y a pas de marge d'erreur possible». Aussi, à la question de la dévaluation du dinar, soulignant que «le dinar a été affecté par le recours au financement non conventionnel», il dira que «la meilleure mesure» à cette problématique «est la croissance économique et la production locale». De plus, considérant aussi que «plusieurs failles sont à l'origine de la dépréciation du dinar», il estimera que «l'importation doit être complémentaire de la production nationale». Une production nationale pour laquelle il réaffirmera «solennellement» sa disposition «à donner des instructions aux banques afin d'aider toute personne qui investit dans le développement ou la transformation de la production nationale». Concernant l'importation de véhicules, Tebboune dira n'y voir «aucun inconvénient» pour peu que cette opération soit organisée en raison de «la crainte d'être face à un autre type de fraude. Il existe des lobbies et des groupes mafieux en tous lieux».

## Le gaz de schiste une nécessité qu'il faudra expliquer à l'opinion publique

Interpellé sur la question de l'exploitation du gaz de schiste en Algérie, Tebboune estimera que le recours à cette richesse

est une «nécessité» mais qu'il faudra en premier lieu ouvrir un large débat pour éclairer l'opinion publique sur les enjeux économiques et environnementaux. «Notre première expérience en la matière était une erreur, car on a un désert immense, on aurait pu faire le premier essai ailleurs et non à In Salah. Il y a eu une décision brutale, les citoyens n'ont pas été préparés, ce qui a donné lieu à des polémiques et des manipulations de l'opinion», argumentera-t-il. C'est pourquoi, poursuivra-t-il, «il faut convaincre toutes les franges du peuple que cette richesse est importante et si on veut améliorer notre niveau de vie il faut exploiter le gaz de schiste, mais il faut au préalable un débat national et pas une décision unilatérale. La Providence nous a donné cette richesse pourquoi s'en priver?».

## «Les fonds détournés seront indubitablement récupérés»

Par ailleurs, pour ce qui est de la récupération des fonds détournés, il dira être «dans l'attente du feu vert de la justice, qui n'a pas encore statué sur tous les dossiers et établi les montants détournés». Précisant que «les fonds détournés se trouvent à l'intérieur du pays ainsi que dans d'autres endroits, comme Genève ou dissimulés dans des pays réputés pour leurs facilitations fiscales», il indiquera qu'«une fois ces dossiers définitivement clos par la justice, nous allons entamer les procédures nécessaires, soit par le biais d'avocats algériens ou étrangers, ou par l'activation des conventions conclues avec ces pays». «Ces fonds seront indubitablement récupérés et ça se fera par

Par Lynda Naili

Au plan politique, le président de la République a commencé par affirmer vouloir «briser la glace entre Algériens», et assuré de la continuation des concertations avec toutes les personnalités influentes sur l'opinion publique, y compris celles «marginalisées par le passé» qui toutes ont souligné la nécessité de mesures d'apaisement à la situation actuelle. Pour Tebboune, à travers ces consultations dont la date de clôture n'est pas arrêtée, il s'agit notamment de répondre aux revendications du hirak auxquelles il s'est engagé de répondre, durant sa campagne électorale présidentielle. Ainsi, outre l'amendement de la Constitution «pour éloigner le spectre des crises à l'avenir», et celui de certaines lois, dont celle portant sur le régime électoral, l'objectif est au final «l'édification d'une démocratie réelle en Algérie, la lutte contre l'exclusion, sous toutes ses formes, la lutte contre la corruption et la moralisation de la société, qui sont des revendications populaires». Et au Président Tebboune de garantir de tenir «informés les citoyens de tout le processus de révision constitutionnelle», et que «lorsque la première mouture de la Constitution révisée sera prête, elle sera distribuée à toutes les catégories de la société pour être enrichie», puis elle «sera présentée au Parlement pour débat et adoption avant de la soumettre au référendum populaire». «Il n'y aura pas de débats anarchiques», a-t-il argué.

«Pas de marge d'erreur possible» dans la

## LA QUESTION DU JOUR

### Le «New York Times» refuse son soutien à Joe Biden

Suite de la page une

Tout cela donne la nette impression qu'en fait ce que le journal ne voulait pas, c'était apporter son soutien à l'un ou l'autre des deux candidats entre lesquels les électeurs démocrates feraient sans doute leur choix : Joe Biden et Bernie Sanders. Le fait est que ces deux hommes sont en tête des sondages depuis pratiquement le début de la campagne des primaires. Plus nettement encore à une encablure des premières d'entre elles, celles de l'Iowa, qui seront suivies de près par celles de New Hampshire. Normalement, ce que d'ailleurs le NYT reconnaît volontiers, c'est que compte tenu de ses convictions politiques, il devrait sans hésitation appeler à voter pour Joe Biden. Et sans hésitation aucune, pourrait-on ajouter, ou préciser, à ne pas voter pour Sanders. Le candidat naturel pour le courant de pensée auquel il appartient, c'est Joe Biden, auquel cependant il refuse son soutien. Dès lors son appui double à Elizabeth Warren, la sénatrice du Massachusetts, et à Amy Klobuchar, sénatrice du Minnesota, apparaît comme un faux-semblant, utile en cela qu'il le dispense de s'assumer politiquement en soutenant franchement Joe Biden, ce que font nombre de figures du parti, dont le plus fameux de tous, Barack Obama. En 2016, les caciques du parti étaient unis derrière Hillary Clinton. En 2020, ils font bloc derrière Joe Biden, sauf que cette fois-ci ils s'y prennent avec plus de discrétion. Voyant cela, Donald Trump est allé d'un tweet disant qu'une fois encore les démocrates s'arrangent pour empêcher que l'investiture aille à Sanders. Le NYT, qui ne nie pas le glissement à gauche du parti, ni la contribution de Sanders dans cette évolution, justifie son refus de l'«endosser» en cela que ses idées resteraient minoritaires dans l'opinion américaine dans son ensemble. Pour lui, quelqu'un qui se définit comme socialiste, n'aurait aucune chance d'être élu président des Etats-Unis, à la limite quel que soit son rival républicain, Trump ou un autre. L'essentiel n'en reste pas moins ailleurs, dans l'absence de soutien à Biden. Est-ce dû à l'âge du capitaine, comme le journal essaie de le faire accroire ? N'est-ce pas plutôt que le vrai motif réside ailleurs, dans le procès en destitution fait en ce moment même à Donald Trump ? Autel les Biden ne sont pas tout à fait étrangers, dont de ce fait même rien ne dit encore qu'ils sortiraient indemnes.

M. H.

Tizi Ouzou

# La liste de 950 bénéficiaires de logements sociaux fin prête

■ Les heureux bénéficiaires ont été retenus à l'issue de l'examen de quelque 13 000 demandes. Une période de recours sera accordée aux demandeurs non retenus se sentant lésés...

Par Hamid Messir

La liste de nouveaux bénéficiaires de logements sociaux dans la commune de Tizi Ouzou sera bientôt rendue publique a annoncé, jeudi, le chef de daïra. Intervenant sur les ondes de la radio locale, Ghezaili Mahfoud, a indiqué que la liste provisoire des 950 bénéficiaires des logements sociaux de la commune implantés essentiellement au niveau du nouveau pôle urbain de Oued Fali (sortie ouest de la ville de Tizi Ouzou) sera



dévoilée d'ici la fin du mois de janvier en cours. Les heureux bénéficiaires ont été retenus à l'issue de l'examen de quelque 13 000 demandes, a précisé le même responsable. Il n'a pas manqué de souligner qu'une période de

recours sera accordée aux demandeurs non retenus se sentant lésés. L'annonce de cette liste a déjà suscité de l'inquiétude à Tizi Ouzou quand une telle annonce est régulièrement accompagnée de colère parmi les deman-

deurs dont leurs dossiers ont été rejetés. Le chef de daïra de Tizi Ouzou a néanmoins soutenu que la liste provisoire a été élaborée dans la transparence et dans le respect des critères d'affectation de logements sociaux. A

noter que la commune de Tizi Ouzou a connu une longue période dépassant les 15 années sans distribution de logements sociaux pour différentes raisons, d'où le cumul des demandes enregistrées ces dernières années. H. M.

Exportations

## Rezig préside une réunion sur la problématique du transport de marchandises

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a présidé jeudi à Alger, une réunion de coordination consacrée à l'examen de la problématique relative à l'exportation des produits algériens dans son volet logistique et aux opérations de transport des biens et des marchandises vers les wilayas du Sud et frontalières, a indiqué un communiqué du ministère. La réunion, qui s'est déroulée en présence du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres, présidées par le ministre avec les différents acteurs du secteur conformément à une nouvelle stratégie visant la promotion du commerce extérieur, ajoute le communiqué. Ont pris part à cette réunion, le directeur général du Groupe public de logistique et de transport de marchandises «Logitrans», le directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) et les représentants de la Société nationale du transport maritime (SNTM) et la Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAN), lesquels ont présenté un exposé exhaustif sur leurs entreprises et leurs mis-

sions. Ils ont abordé ensuite les problèmes auxquels font face les sociétés de transport, notamment les coûts élevés du transport de marchandises à l'exportation, empêchant ainsi que le

produit national soit concurrentiel au niveau des marchés extérieurs. La rencontre a porté, également, sur le manque des plateformes logistiques, particulièrement au niveau des postes fron-

taliers, ce qui contraint la majorité des opérateurs économiques à recourir au fret aérien. Dans ce cadre, M. Rezig a indiqué que le ministère du Commerce œuvrerait, en collaboration avec le

ministère du Transport et des Travaux publics, à atteindre l'objectif primordial de la multiplication des exportations, en développant les moyens de transport terrestre et maritime, notamment à travers les réseaux de transport ferroviaire, qui doivent s'étendre jusqu'aux postes frontaliers et moderniser leurs prestations. Il a également affirmé qu'il ne ménagera aucun effort pour trouver les solutions à même d'aplanir les difficultés techniques auxquelles font face les exportateurs, à travers l'appui et l'orientation des opérateurs économiques afin de conforter la place de nos produits locaux sur les marchés extérieurs, outre la prise de plusieurs mesures incitatives, dont un système de remboursement des coûts de transport interne et externe sur la base de mécanismes étudiés. Dans ce cadre, le ministre a souligné que le relèvement de la part des exportations hors-hydrocarbures «est une priorité» et tous les moyens nécessaires pour remporter le pari de la promotion et de la diversification des exportations seront mis en place, avec la participation de toutes les parties concernées par cette opération. Younés G.

Zones enclavées à Biskra et Touggourt

## MDN : lancement d'une large campagne sanitaire au profit des habitants

Une large campagne sanitaire a été lancée les 21 et 22 janvier courant, en faveur des habitants des zones enclavées à Biskra et Touggourt, à travers la mobilisation de staffs médicaux dotés de tous les moyens humains et constitués de compétences humaines, parmi les médecins et paramédicaux, relevant des services de santé militaire de la quatrième région, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «En application des instructions du Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), à l'effet de prendre en charge les citoyens dans les zones enclavées et de poursuivre les efforts consentis en matière d'assistan-

ce médicale dans les différentes régions militaires, une large campagne sanitaire a été lancée les 21 et 22 janvier courant, en faveur des habitants de zones enclavées à Biskra et Touggourt, à travers la mobilisation de staffs médicaux dotés de tous les moyens humains et constitués de compétences humaines, parmi les médecins et paramédicaux, relevant des services de santé militaire de la quatrième région», a précisé le communiqué du MDN. Cette campagne «s'inscrit dans le cadre des missions humanitaires menées par le commandement de l'ANP, visant à prêter main forte et assistance aux citoyens et à leur apporter un soutien permanent, particulièrement, la population

des zones enclavées», poursuit la même source, ajoutant que l'opération tend également à «assurer différentes prestations et une prise en charge médicale des cas pathologiques des citoyens de cette région, en effectuant des examens généraux et spécialisés et en produisant les soins indispensables, outre la sensibilisation des citoyens aux moyens de prévention des maladies contagieuses». Les citoyens ayant bénéficié de ces prestations médicales, «ont accueilli favorablement l'initiative qui se poursuivra de manière périodique, afin de faire profiter les habitants des zones enclavées dans la 4e région militaire», conclut le document. Hani T.

Ouargla

## 2 470 hectares jusqu'ici emblavés

Au moins 2 478 hectares de terres ont été emblavés jusqu'ici à travers la wilaya de Ouargla, dans le cadre de l'actuelle campagne labours-semences qui tire à sa fin, a-t-on appris de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette superficie se répartit entre 1 928 ha consacrés au blé dur, 385 ha

au blé tendre et 165 ha à l'orge, irrigués sous pivots (104 appareils), a relevé la DSA, en précisant que la céréaliculture se concentre dans cinq régions de la wilaya (N'goussa, Sidi-Khouiled, Hassi-Messaoud, Ouargla et El-Hedjira). Ce type de culture est introduit pour la première fois dans la région de

Touggourt, qui lui consacre cette année une surface de 20 ha au niveau de la zone agricole d'El-Aânat, a-t-on ajouté. Au moins 53 agriculteurs activant cette année dans le domaine de la céréaliculture ont bénéficié de 5 487 quintaux de semences, selon les services de la DSA qui font part aussi de la mobilisation de 15

073 quintaux d'engrais pour les besoins de la campagne labours-semences lancée en septembre dernier. En marge de la campagne précitée, des journées d'étude et des rencontres de sensibilisation ont été initiées en direction des agriculteurs sur l'utilisation rationnelle des engrais, des produits phytosani-

taires et des insecticides, ainsi que sur les techniques d'exploitation des pivots d'irrigation. Des sorties sur le terrain sont également organisées par la DSA pour accompagner les agriculteurs et leur prodiguer des conseils leur permettre d'améliorer la qualité et les rendements de leur production. M. O.

## Céréales

# Collecte de 20 millions de quintaux de blé dur depuis avril dernier

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari, a fait état, jeudi à Alger, de plus de 20 millions quintaux de blé dur collectés depuis avril dernier à travers les wilayas du pays, lesquels ont été destinés à être stockés au niveau de neuf grands silos.

Par Salem C.

S'exprimant lors d'une réunion avec le Bureau exécutif de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIIC), le ministre a affirmé que ces quantités stockées dans neuf grands silos (de 300 000 à 500 000 quintaux), avaient été mises en exploitation parallèlement avec la campagne moisson-battage. Il a fait savoir, en outre, que son secteur s'employait à l'élargissement des capacités de stockage en préparation à la prochaine saison de moisson à travers, notamment, la mise en place des projets programmés (30 projets), dont 14 projets seront lancés prochainement tandis que 16 autres projets sont en cours de préparation et seront lancés graduellement. Selon le ministre, le secteur recense 600 000 agriculteurs intégrés dans le domaine de la filière céréale, ce qui nécessite «leur réorganisation dans un seul cadre professionnel qui est l'OAIIC loin de toute autre tendance». Evoquant les différents problèmes auxquels sont exposés les agriculteurs de cette filière, le premier responsable du secteur a affirmé qu'un deuxième Conseil des ministres sur la filière des céréales était attendu après celui tenu le 4 novembre dernier, pour présenter au gouvernement une feuille de route. Outre l'élargissement de la culture des blés tendre et dur, le ministre a donné des instructions pour élargir la culture de l'orge et étudier les possibilités de son exportation, ainsi que le développement de la culture des légumes secs (légumineuses : lentille, pois chiche et haricot). Les légumineuses enregistrent un niveau «record» de production, selon le ministre qui a fait état de consécutions tenues avec le secteur du commerce afin d'arrêter leur importation durant la période de la disponibilité du produit local, dans l'objec-



PHOTO: R.

L'Agence nationale de développement du numérique. En matière de mécanisation, le secteur est en passe d'étudier la possibilité d'autoriser les agriculteurs à importer certaines machines de moisson essentielles au cycle de production et la fabrication de certains types de machines et d'équipements à l'intérieur du pays à travers la tenue prochaine de rencontres avec certains opérateurs publics et privés. Pour ce qui est des engrais, M. Omari a fait savoir que le secteur, en coordination avec l'Institut national de la protection des végétaux (INPV), s'attelle à protéger l'agriculteur et la production en assurant toutes les mesures nécessaires en matière d'utilisation des produits chimiques inscrits dans le domaine de préservation des récoltes contre les épiphyties.

S. C./APS

tif d'encourager les agriculteurs à poursuivre la plantation et multiplier la production. Le rendement de la culture du maïs jeune dans le sud du pays, notamment dans la wilaya d'Adrar, a atteint 105 quintaux/hectare, tandis que la récolte de la production sera entamée au début du mois de février prochain. Le ministre a évoqué l'importance de développer ce genre de cultures dans le sud et les Hauts-Plateaux en utilisant des compétences nationales, afin de pouvoir réduire la facture des importations du blé tendre, devenue, selon le ministre, «un fardeau sur la balance des paiements», sachant que 350 millions de dollars de la valeur de ce produit sont gaspillés lors de la consommation. Le ministre a appelé les investisseurs dans les secteurs public et privé et les importateurs à participer aux investissements locaux des céréales, à redynamiser à l'intérieur du pays dans un cadre structuré, notamment dans les domaines de production du maïs et du blé tendre qui sont des matières premières capables de fournir plusieurs

industries agroalimentaires installées dans le pays, ainsi que l'investissement dans le domaine de la transformation. Après avoir écouté les préoccupations des membres du bureau, M. Omari a affirmé que le secteur œuvre à la coordination avec les autorités locales pour assurer l'accompagnement des agriculteurs, outre l'examen du système de financement dans le domaine agricole avec les secteurs concernés et la modernisation des systèmes de paiement des redevances des agriculteurs afin de parvenir à «la pérennisation des activités des agriculteurs». Vers la création d'une école spécialisée dans l'agriculture saharienne Concernant la feuille de route élaborée et qui sera présentée au gouvernement, le ministre a indiqué qu'elle reposait sur l'extension des surfaces cultivées vers le Sud et la maîtrise du développement des systèmes de production et de la rentabilité ainsi que la mise en place d'un programme de base pour le développement et la diversification des semences et leur adaptation au climat. Le secteur

compte créer une école spécialisée en culture saharienne pour étudier les productions et les semences et leur adaptation au climat saharien conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil des ministres. Il s'agit également, pour le ministre, de l'amélioration des systèmes d'irrigation, le renforcement de l'intégration scientifique et technologique dans le domaine agricole à travers la connexion direct des instituts et des centres de recherche à l'agriculteur et l'exploitation de l'expérience des jeunes porteurs de compétences scientifiques dans les fermes et les fermes pilotes. Une rencontre est prévue avec les cadres du secteur des Ressources en eau pour examiner les voies et moyens de réaliser des barrages destinés à l'irrigation agricole, a ajouté M. Omari. Pour réduire la charge sur l'énergie électrique, le premier responsable du secteur a recommandé le recours aux services du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique et de

## Zone euro Stagnation de la croissance du secteur privé

LA CROISSANCE de l'activité privée en zone euro a stagné en janvier, selon la première estimation de l'indice PMI composite du cabinet Markit, publiée vendredi. L'indice mensuel s'affiche inchangé à 50,9 par rapport à décembre, a précisé le cabinet dans un communiqué. «Le passage à la nouvelle année n'a pas été synonyme de reprise de la croissance dans la zone euro, la hausse de l'activité ayant conservé son rythme peu soutenu du mois de décembre», a commenté Andrew Harker, directeur associé à IHS Markit. Derrière cette stagnation du rythme de la croissance se cachent toutefois d'autres tendances plus positives, a-t-il souligné. De fait, l'expansion du secteur des services s'est poursuivie et le plus fort de la crise dans l'industrie manufacturière semble être derrière nous, le secteur s'orientant en janvier vers une stabilisation. En outre, a relevé M. Harker, «à l'échelon national, la croissance s'est maintenue en France et en Allemagne, tandis que dans l'ensemble de la zone de la monnaie unique, la confiance des entreprises s'est redressée pour atteindre un pic de seize mois». «En dehors du noyau franco-allemand, des signes de faiblesse sont toutefois apparents : le volume des nouvelles affaires a stagné en janvier dans le reste de la région et la croissance de l'activité a ralenti, affichant ainsi un rythme proche de la stagnation», a ajouté l'expert.

F. G.

Ali G.

UE

## La Commission et le Conseil signent l'accord de Brexit

Les présidents de la Commission européenne et du Conseil ont signé hier l'accord de Brexit approuvé par le Royaume-Uni pour permettre sa ratification par le Parlement européen. «Nous avons avec Charles Michel signé l'accord pour la sortie du Royaume-Uni, ouvrant la voie à sa ratification par le Parlement européen», a annoncé la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, dans un message sur son compte twitter. L'accord va maintenant être soumis au Parlement européen le 29 janvier pour ratification. Puis, jeudi prochain, les diplomates des Etats membres de l'UE approuveront par écrit l'accord, assurant ainsi le départ en bon ordre de la Grande-

Bretagne le 31 janvier à minuit. «Les choses vont inévitablement changer, mais notre amitié restera. Nous entamons un nouveau chapitre en tant que partenaires et alliés», a indiqué le président du Conseil dans un tweet sur son compte officiel. Et il a ajouté : «Je tiens à écrire cette nouvelle page ensemble». L'accord doit être envoyé à Londres pour être paraphé par le Premier ministre Boris Johnson. Elizabeth II a donné jeudi son consentement royal au texte réglant les modalités de la rupture après 47 ans d'un mariage tumultueux avec l'Union européenne. Le texte avait été adopté définitivement mercredi soir par le Parlement britannique. Le Parlement européen sera la dernière ins-

tance à se prononcer. Les élus membres de la commission des Affaires constitutionnelles ont recommandé jeudi soir à une très large majorité de 23 voix contre 3 de l'approuver lors du vote en plénière le 29 janvier. Le départ officiel s'accompagne d'une période de transition jusqu'à la fin de l'année 2020. Le Royaume-Uni continuera d'appliquer les règles de l'UE durant cette période, sans toutefois prendre part aux décisions communautaires. Il s'agit de permettre une sortie en douceur. Ce laps de temps doit aussi permettre aux deux parties de négocier leur future relation, en particulier un accord de commerce.

Tizi-Ouzou

# Raccordement de plus de 8 000 foyers au gaz naturel

Plus de 8 000 foyers répartis sur 15 communes et 12 daïras de la wilaya de Tizi-Ouzou, seront alimentés en gaz naturel durant le premier trimestre de l'année en cours, a indiqué jeudi dans un communiqué, la cellule de communication de la wilaya.

Par Nassima A.

Sur ces 8 000 foyers, 2 888 qui sont répartis sur 15 villages relevant de huit communes vont bénéficier d'une mise en service de gaz durant ce mois de janvier, dont 1 291 foyers répartis sur les villages Tiroual, Ait Abdellali (commune d'Ait Boumahdi), Tizi Menous, Agouni Fourou, Amarigh, Berber et Alma dans les communes de Maatkas, Ait Toudert, Azeffoun et Timizart, bénéficient déjà de cette énergie depuis le début de ce mois, rappelle-t-on. Durant l'année 2019 un total de 26 944 foyers répartis sur 156 localités, relevant de 48 communes et 20 daïras, ont été alimentés en gaz naturel. «Les opérations de raccordement réalisées durant l'année écoulée ont

principalement concerné les daïras de Bouzguene, Makouda, Draa Ben Khedda, Larbaa n'Ath Irathen, Azeffoune, et Ouaguenoune», a précisé la même source. «Avec ces nouveaux branchements effectués en 2019, le taux de réalisation du plan quinquennal qui prévoit l'alimentation en gaz de plus de 149 000 foyers, a atteint 93 %, ce qui a permis de couvrir 63 communes dont 38 desservies en totalité», a-t-on observé de même source. La levée du gel financier sur le projet de raccordement des communes de Zekri, Akerrou et Ait Chafaa dont les travaux d'exécution du gazoduc desservant ces communes ont été engagés durant le mois de novembre 2019, permettra d'alimenter un total de 7 080 foyers,



selon le communiqué. Concernant l'opposition de citoyens à la réalisation d'un tronçon de 1,2 km au village Thaghzouts (Illiten) dont les travaux sont à 90%, «des appels ont

été lancés par les autorités de la wilaya en direction des comités de villages pour débloquer la situation et permettre l'achèvement de l'opération», a-t-on souligné. S'agissant du programme d'électrification, il a été procédé, en 2019, au raccordement de 655 foyers à travers 26 communes relevant de 14 daïras. Cet effort de raccordement à l'énergie électrique a touché principalement les daïras de Maatkas, Tizi Gheniff et Draa El Mizan. Pour l'année 2020, le raccordement au réseau d'électricité concernera, un total de 1 376 foyers à travers 22 communes réparties sur 12 daïras, a-t-on ajouté.

N. A./APS

## Bordj Bou Arreridj Alimentation en eau potable quotidienne «avant l'été» de 30 communes

Le ministre des Ressources en eau, Berraki Arezki, a affirmé jeudi à Bordj Bou Arreridj que l'approvisionnement en eau potable sera quotidiennement assuré pour 30 des 34 communes de la wilaya «avant l'avènement de l'été prochain». Le ministre a considéré que la wilaya est confrontée à un déficit en ressources hydriques estimé à 40 millions m<sup>3</sup>/an d'où le recours au renforcement de l'alimentation en eau de 30 communes à partir des barrages de Tilesdit (Bouira) et Tichy-Haf (Béjaïa) de sorte à garantir un approvisionnement quotidien «avant l'installation de la saison chaude de cette année». Il a été décidé dans ce contexte de réhabiliter les installations de transfert des eaux du barrage d'Ain Zada (Bordj Bou Arreridj) ainsi que de stocker pour consolider l'alimentation en eau de 11 communes dont celle du chef-lieu de wilaya «à partir de début mai prochain», a

indiqué le ministre qui a souligné que l'objectif est de parvenir à approvisionner l'ensemble des régions de la wilaya notamment en campagne et zones reculées. Il a ajouté en outre que l'alimentation en eau de six communes du Sud de la wilaya dont El-Hamadia, El-Ach, Ras El Oued et Ouled Sidi Brahim sera renforcée dès l'achèvement des travaux de forage de quatre puits profonds. «Le déficit en eau de la wilaya n'est pas seulement structurel mais réside également dans la gestion de cette ressource», a estimé le ministre qui a annoncé le recours au système de positionnement par satellite GPS à travers le pays pour lutter contre les fuites et limiter à moins 24 heures les délais d'intervention. Le ministre a considéré à ce propos à 50 % le taux de perte des eaux à travers le pays qu'il a qualifié de «considérable» comparativement aux pays développés où ce taux est de

15 %. M. Berraki a donné des instructions aux responsables locaux du secteur améliorer la gestion dans un délai «n'excédant pas les deux mois», incluant l'achèvement du transfert des communes à l'ADE de la gestion des réseaux d'eau et à améliorer le service public de concert avec l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), l'Office national de l'assainissement (ONA) et l'Office de l'irrigation agricole et du drainage. Le ministre avait entamé sa visite dans la wilaya par l'inspection de plusieurs projets dans les communes de Bordj Zemoura, Ras El Oued, Ain Taghrout et au chef-lieu de wilaya. Il a présidé au terme de sa tournée une séance de travail avec les cadres de la wilaya et les représentants de la société civile durant laquelle il a exhorté les responsables du secteur à consentir davantage d'effort pour améliorer le service public de l'eau.

Samy T.

## Saison agricole 2019-2020 à Mila Près de 115 000 ha dédiés à la céréaliculture

UNE SUPERFICIE de près de 115 000 hectares a été consacrée à la céréaliculture au titre de l'actuelle saison agricole 2019/2020 dans la wilaya de Mila, apprend-on jeudi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Cette surface presque égale à celle de la saison passée dépasse les prévisions initialement fixées qui tablaient sur 113 489 hectares, selon la DSA qui précise que 66 964 ha ont été consacrés au blé dur, 19 302 ha au blé tendre, 23 383 ha à l'orge et 5 260 ha à l'avoine. La DSA a fait état de la mise à la disposition des producteurs de 68 143 quintaux d'engrais dont 64 829 quintaux distribués permettant de fertiliser 59 111 ha outre la distribution de 36 840 quintaux d'engrais azotés sur un total de 45 340 quintaux disponibles. Aussi, 1 542 agriculteurs ont bénéficié cette saison du crédit R'fig pour 1,7 milliard DA contre 1 484 bénéficiaires (1,6 milliard DA) la saison écoulée.

R. R.

Oran

## Plus de 560 millions de DA pour l'entretien du réseau routier

Une enveloppe financière de plus de 560 millions DA a été allouée pour l'entretien du réseau routier au niveau de la commune d'Oran, a-t-on appris de cette collectivité locale. Un montant de 460 millions DA a été débloqué sur budget de la wilaya pour la maintenance du réseau routier sur une distance de 100 km dans la commune d'Oran

classé en case rouge et plus de 100 millions DA du budget de la commune pour la maintenance de 50 chemins vicinaux selon le chef de service routes à la commune. Dans les prochains jours, il sera procédé à des appels d'offres nationaux et les travaux seront lancés dans un délai maximum de 30 jours, une fois les procédures administratives

achevées, notamment celle du choix d'entreprises chargées des travaux. Ce même service a aussi élaboré un programme d'entretien des routes, dont la réalisation des passages piétonniers avec l'utilisation d'une peinture de bonne qualité au niveau des routes urbaines conformément aux normes en vigueur. Il prendra en charge également à

moyen et long terme environ 30 000 points lumineux à doter de lampes économiques de type «LED» au niveau de la commune d'Oran, dans le cadre du programme d'éclairage public, sachant que cette opération permettra de réduire d'environ 50% de la facture Sonelgaz, a-t-on ajouté.

M. Y.

Tébessa

## Plus de 4 000 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse et la rage

Plus de 4 066 têtes bovines ont été vaccinées dans la wilaya de Tébessa contre la fièvre aphteuse et la rage, depuis le lancement de la campagne de vaccination en décembre dernier, a indiqué jeudi, l'inspectrice vétérinaire de la direction locale des services agricoles, Hanane Labiod. «12 000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse et 12 000 autres contre la rage ont été

mobilisées au titre de cette campagne de vaccination», a expliqué la même responsable, soulignant que tous les moyens matériels et humains nécessaires ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de cette opération gratuite qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin du mois de février prochain. De plus, 56 vétérinaires participent à cette campagne et se déplacent dans toutes

les communes de la wilaya pour la vaccination des têtes bovines, a ajouté la même source, dans le but de préserver la santé animale et éviter toute infection possible. La wilaya de Tébessa compte actuellement un patrimoine animal «important» totalisant plus d'un million d'ovins, environ 250 000 caprins, ainsi que 12 000 têtes bovines, a conclu l'inspectrice vétérinaire.

A. O.

Sahara occidental/Eaux territoriales

# M'hamed Kheddad dénonce les nouveaux projets expansionnistes du Maroc

■ Le coordinateur sahraoui auprès de la Minurso, M'hamed Kheddad, a dénoncé la dernière «loi marocaine expansionniste» qui vise à annexer les eaux territoriales sahraouies, soulignant que cette loi n'a aucune base légale, dans une déclaration à l'Agence sahraouie SPS.

Par Sabiha O.



«**N**ous condamnons fermement ces projets de loi marocains qui ne sont rien d'autre qu'un nouvel épisode d'expansionnisme marocain dont toute la région souffre», a souligné M. Kheddad, coordinateur sahraoui auprès de la mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. M'hamed Kheddad a soutenu que «cet acte intervient également dans le cadre de la campagne désespérée menée par le Maroc pour légitimer son occupation illégale de parties du Sahara occidental par des pots-de-vin et l'implication d'entités étrangères dans leur aventure coloniale dans la partie occupée de notre territoire national». «La loi marocaine expansionniste, qui vise également à annexer les eaux territoriales adjacentes aux îles Canaries et à d'autres territoires espagnols, est également une conséquence directe de l'échec de l'Espagne, en tant que puissance administrante du Sahara occidental, à s'acquitter de sa responsabilité juridique et historique de décoloniser le territoire sahraoui conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations unies, d'une part, et la soumission injustifiée de l'Espagne à la politique de chantage marocaine, d'autre part», a-t-il ajouté. Et d'ajouter : «Le gouvernement espagnol doit être conscient que les soi-disant frontières authentiques du Maroc, qui représentent la quintessence de l'expansionnisme marocain, n'ont

pas de limites». Par conséquent, a souligné M. Kheddad, «il y a maintenant une opportunité pour l'Espagne démocratique et son gouvernement progressiste de rectifier cette grande erreur historique et assumer leurs responsabilités historiques, juridiques et morales envers le peuple sahraoui et leurs droits inaliénables à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles». «Le gouvernement espagnol doit également reconnaître que faire plus de concessions à la politique de chantage que le Maroc a soumis à l'Espagne ne fera qu'encourager le Maroc à persister dans son expansionnisme que le peuple

sahraoui continue de souffrir depuis que le Maroc a occupé le Sahara occidental par la force en octobre 1975 avec la complicité des autorités espagnoles de l'époque», a lancé M. Kheddad. En tout état de cause, explique le responsable sahraoui, la loi marocaine qui vise à annexer les eaux du Sahara occidental n'a aucune base légale et n'est qu'un acte de propagande. «La communauté internationale, qui n'a jamais reconnu l'occupation illégale par le Maroc de parties du Sahara occidental, ne la considérera que comme une nouvelle tentative désespérée du Maroc pour détourner l'attention de la crise structurelle aiguë subie par le régime marocain», a-t-il affir-

mé. Dans ce contexte, M. Kheddad a indiqué que le Front Polisario examinera les mesures adoptées dans le cadre des procédures judiciaires qu'il a présentées au Tribunal de l'Union européenne et suivra avec intérêt les mesures que l'Espagne prendra à cet égard. «Si nécessaire, il n'hésitera pas à soumettre l'affaire au Tribunal international du droit de la mer pour constater que ces lois sont nulles et non avenues», a prévenu M. Kheddad.

## Nouvelle violation du droit international

L'Algérie a pris connaissance des décisions unilatérales des

gouvernements de la République centrafricaine et de Sao Tomé-et-principe d'ouvrir des représentations consulaires à Laayoune, ville occupée du Sahara occidental et qui constitue une nouvelle violation des normes du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, a indiqué jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. «Ces décisions qui ne peuvent en aucun cas avoir un quelconque effet sur le statut juridique du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, représentent une nouvelle violation des normes du droit international, des décisions et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations unies relative à la question du Sahara occidental», a ajouté le communiqué. Le ministère des Affaires étrangères a encore indiqué que ces décisions «transgressent aussi les fondements même des relations entre les pays africains tenus de se conformer en toutes circonstances aux règles et principes de l'Union Africaine, lesquels impliquent un devoir d'unité et de solidarité entre les pays fondateurs de l'Union». Ces décisions «ne concourent pas, enfin, à favoriser l'interaction requise entre les pays africains et risquent de compromettre sérieusement leur marche résolue vers la réalisation des objectifs qu'ils se sont assignés et qu'ils ont consignés dans l'acte constitutif de l'Union», a conclu le communiqué.

S. O./APS

Tunisie/Parlement européen

## Volonté de l'UE de continuer à soutenir le processus démocratique

Le vice-président du Parlement européen et chef de la mission de l'Union européenne pour observer les élections présidentielle et législatives tunisienne de 2019, Fabio Massimo Castaldo, a réaffirmé la volonté de l'UE de continuer à soutenir le processus démocratique en Tunisie. S'exprimant lors d'un entretien avec le Chef du gouvernement d'expédition des affaires courantes, Youssef Chahed, au palais de la Kasbah, M. Castaldo a salué les efforts déployés par l'Instance supérieure indépendante des élections pour faire de ces scrutins «un succès, ainsi que l'interaction

positive avec les électeurs». Le chef de la délégation européenne chargée d'observer les élections qui a présenté le rapport final, a souligné que le travail de la mission européenne «s'inscrit dans une nouvelle approche, visant à établir un dialogue avec les autorités politiques concernées». Le responsable européen a confirmé, à l'occasion, l'étroite relation de partenariat qui unit la Tunisie et l'UE, et les valeurs et principes du pluralisme, du dialogue et des droits de l'homme que partagent les deux parties. Selon un communiqué de la Présidence du gouvernement, relayé par l'agence de presse,

TAP, cette rencontre avec M. Chahed a été «amicale et fructueuse», au cours de laquelle les résultats des travaux de la mission ont été examinés, confirmant la poursuite de ce volet basé sur la coopération et l'échange de vues entre les deux parties.

## Six enfants de terroristes tunisiens rapatriés de Libye

Six enfants tunisiens, orphelins de terroristes tués en 2016 à Syrte, ex-bastion du groupe Etat islamique (EI) en Libye, ont été rapatriés jeudi en Tunisie, où ils

ont été reçus par le président Kais Saïed qui a appelé à accélérer les rapatriements, annonce la présidence tunisienne. Les six enfants, âgés de 3 à 12 ans, étaient pris en charge depuis trois ans, tout comme des enfants de dizaines d'autres nationalités, par le Croissant-Rouge dans un centre d'accueil à Misrata, ville située à 240 km à l'ouest de Syrte. Les enfants, arrivés à Tunis dans la soirée, ont été reçus par le président, qui a «méticuleusement suivi le dossier», selon un communiqué de la Présidence. M. Saïed a appelé les institutions publiques à assurer «une prise en charge psychologique et médicale» de ces enfants avant qu'ils ne soient confiés à leur famille. Il a indiqué qu'un accord avait été trouvé avec le Gouvernement d'union nationale libyen pour «faciliter les procédures et accélérer le rapatriement des autres enfants encore en Libye».

Fella Y./Agences

Mauritanie

## Un nouveau ministre de l'Economie et de l'Industrie

Un nouveau ministre de l'Economie et de l'Industrie, Abdel Aziz Ould Dahi, a été nommé à la tête du secteur en Mauritanie, a annoncé la présidence de la République. «M. Ould Dahi, ancien gouverneur de la Banque centrale mauritanienne, est nommé

ministre de l'Economie et de l'Industrie par décret et sur proposition du Premier ministre», a indiqué la Présidence mauritanienne dans un communiqué, repris mercredi par des médias. M. Cheikh Al-Kabir Ould Moulay El-Taher a, quant à lui, succédé à M.

Ould Dahi au poste de gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie. Ce remaniement ministériel est le premier du genre à toucher le gouvernement du Premier ministre, Sheikh Sidia, formé le 8 août dernier.

R. M.



Baghdad

# Des milliers d'antiaméricains se rassemblent à l'appel d'un leader chiite

■ Des milliers de partisans du puissant leader chiite Moqtada Sadr ont manifesté, hier à Baghdad, pour demander l'expulsion des troupes américaines d'Irak, où le sentiment antiaméricain a redoublé ces dernières semaines.

Par Rosa C.

**A**ux cris de «Dehors, dehors, occupant» ou «Oui à la souveraineté», une foule de fidèles de Moqtada Sadr, hommes, femmes et enfants parfois venus en bus d'autres régions, se sont rassemblés dans le quartier de Jadriyah, agitant des drapeaux irakiens.

Ce rassemblement est distinct des manifestations antigouvernementales qui avaient perdu un peu de leur élan après l'assassinat par les États-Unis, le 3 janvier à Baghdad, du général Qassem Soleimani, émissaire iranien en Irak, qui a entraîné un pic de tensions entre Téhéran et Washington, ennemis jurés mais puissances agissantes en Irak.

Dans un communiqué lu sur une estrade par un porte-parole, Moqtada Sadr a appelé au retrait des forces américaines d'Irak, à l'annulation des accords sécuritaires entre Bagdad et Washington et à la fermeture de



PH. &gt; D. R.

l'espace aérien irakien aux avions militaires américains.

Le leader chiite a aussi appelé le président américain Donald

Trump à ne pas être «arrogant» face aux responsables irakiens. «Si tout cela est fait, nous traiterons (avec les États-Unis) comme avec un pays non-occupant – sinon, nous les considérons comme un pays hostile à l'Irak», a-t-il ajouté.

De nombreux manifestants ont ensuite commencé à se disperser, jetant leurs panneaux dans des poubelles, mais plusieurs milliers sont restés sur place. Des checkpoints avaient été érigés pour sécuriser la marche. Plusieurs factions paramilitaires irakiennes comme celles, pro-iraniennes, du Hachd al-Chaabi, habituellement rivales

de M. Sadr, avaient soutenu son appel à manifester.

Cet appel à «une manifestation pacifique d'un million de personnes contre la présence américaine», a fait craindre au camp antipouvoir de voir ses demandes – des élections anticipées, un Premier ministre indépendant et la fin de la corruption – à nouveau éclipsées.

Le mouvement de contestation déclenché le 1<sup>er</sup> octobre a en effet été relégué au second plan après la mort de Soleimani et d'Abou Mehdi al-Mouhandis, son lieutenant irakien.

Deux jours plus tard, le Parlement irakien avait voté en faveur du départ des troupes étrangères, dont 5 200 militaires américains déployés pour aider les Irakiens dans la lutte antiterroriste. Les opérations de la coalition internationale antijihadiste menée par Washington sont à l'arrêt depuis et les discussions avec Bagdad sur l'avenir des troupes américaines n'ont pas encore commencé, selon le coordinateur américain de la coalition, James Jeffrey.

Le quartier de Jadriyah où se sont rassemblés les pro-Sadr hier se situe sur la rive du Tigre opposée à la Zone verte, ultrasécurisée, qui abrite l'ambassade américaine et les principales institutions, et de nombreux responsables irakiens et diplomates craignaient qu'elle ne soit prise d'assaut.

Ses nombreux fidèles avaient déjà paralysé le pays en prenant la Zone verte en 2016 pour obte-

nir des réformes du gouvernement.

Opposant de longue date à la présence américaine en Irak, Moqtada Sadr a réactivé après la mort du général Soleimani sa milice, «l'Armée du Mehdi», qui avait combattu les soldats américains durant l'occupation de l'Irak entre 2003 et 2011.

Autoproclamé «réformiste» après avoir apporté son soutien au mouvement de contestation, il dirige aussi le plus gros bloc au Parlement et plusieurs de ses alliés occupent des postes ministériels.

«La marche d'hier est politique», a dénoncé Mariam, une manifestante antipouvoir. «Nous manifestons au nom du peuple. Nous sommes libres. Nous ne pouvons pas manifester au nom d'une certaine partie». Les manifestants, qui conspuent toute ingérence étrangère dans les affaires irakiennes, ont relancé leur mouvement ces derniers jours en bloquant de nombreuses routes à Bagdad et dans le sud.

Douze manifestants ont été tués lors de heurts cette semaine avec les forces de l'ordre. Les violences depuis le début de la contestation ont fait 460 morts, en majorité des protestataires.

Sous la pression de la rue, le Premier ministre Adel Abdel Mahdi a démissionné mais il continue de gérer les affaires courantes, les partis politiques ne parvenant pas à s'entendre sur le nom d'un successeur.

R. C.



## Commentaire

Paris

Par Fouzia Mahmoudi

**S**i la mobilisation contre la réforme des retraites continue en France, son intensité a significativement baissé, laissant le champ libre à l'exécutif pour se focaliser sur les prochaines élections municipales de mars prochain, avec des sondages qui d'ores et déjà inquiètent l'Élysée. Et si le gouvernement Macron fait son possible pour limiter la casse, notamment en ne comptabilisant dans les scores nationaux que les communes de plus de 9 000 habitants, contre celles de 1 000 habitants habituellement, une lourde défaite continue à faire peur. Surtout à Paris où tous les yeux sont braqués aujourd'hui. Une défaite dans la capitale pourrait noircir le bilan de La République En Marche aux municipales et, par conséquent, affaiblir Macron. Surtout qu'à Paris deux candidats LREM s'affrontent. Le candidat officiel du parti présidentiel, Benjamin Griveaux, et le candidat dissident, Cédric Villani. Au début de l'été, quand Villani menaçait de se lancer en solo, les macronistes avaient une crainte : que Benjamin Griveaux et son rival en interne se retrouvent au coude à coude, peu avant les élections municipales. Sans aucun candidat qui perce réellement dans les intentions de vote et qui apparaisse en mesure de l'emporter à Paris. Un scénario noir que les proches d'Emmanuel Macron redoutaient au plus haut point, alors que le chef de l'État avait décidé de ne pas intervenir, en espérant qu'un des deux prétendants s'impose naturellement. Six mois plus tard, le pire se concrétise. Selon un sondage IFOP-Fiducial paru cette semaine, Anne Hidalgo, la maire sortante socialiste, obtiendrait 25 % des voix au premier tour, devant la candidate du parti Les Républicains (LR), Rachida Dati (19 %), laissant derrière Benjamin Griveaux (15 %) et Cédric Villani (13 %) à la lutte avec l'écologiste David Belliard (14 %). Le plus inquiétant dans ce sondage, au-delà du score élevé de Hidalgo, étant la seconde place de Dati qui se positionne ainsi comme la première opposante à la maire de Paris et à celle à qui risquent d'apporter leurs votes tous ceux qui ne veulent plus de la socialiste «clivante» à la tête de la capitale. Certains à LREM se montrent très pessimistes sur les chances de victoires de Griveaux. «C'est voué à l'échec, car il commet trop d'erreurs», juge ainsi une élue, en pointant «l'incohérence» de l'attelage que construit Griveaux, avec des ralliements venant aussi bien de la gauche que de la droite. Tous, surtout, jugent rédhibitoire son profil clivant. «Il n'est pas aimé. Il a une mauvaise image et ça, c'est très dur à changer», regrette un de ses partisans. Ainsi la «prise» de Paris qu'espéraient les marcheurs et qui devait être une grosse victoire pour redorer l'image ternie de Macron à deux ans des élections présidentielles risque d'être bien plus difficile qu'ils ne le pensaient, voire impossible.

F. M.

Législatives en Guinée

## Poursuite de la campagne électorale sur fond de contestation populaire

**L**a campagne électorale pour les élections législatives du 16 février en Guinée se poursuit sur l'ensemble du territoire sur fond de contestation populaire au moment où l'opposition menace de boycotter le scrutin en évoquant des «anomalies» liées au fichier électoral. Conformément aux dispositions de la loi électorale en vigueur dans le pays, plusieurs partis politiques engagés dans la course ont commencé à faire campagne, invitant leurs militants et sympathisants à voter massivement pour leurs listes et candidats. Au total, 43 partis politiques sont en lice pour le scrutin législatif dont l'opposition menace d'empêcher la tenue. L'opposition, dirigée par M. Cellou Dalein Diallo, exige «l'assainissement» du fichier électoral, évoquant des anomalies liées à la taille du fichier et «l'enrôlement massif et irrégulier de mineurs» dans les fichiers du camp présidentiel dans certaines villes guinéennes, par rapport à

d'autres régions fiefs de l'opposition, a rapporté la presse locale. Par conséquent, l'opposition craint d'éventuels doublons, notamment sur près de 3 millions d'électeurs qui ne se seraient pas présentés devant la commission électorale (Ceni) pour confirmer leur identité. Mais la Ceni assure avoir «tout mis en œuvre, pendant trois mois, afin que chaque électeur se présente auprès des structures chargées de l'enrôlement». «La loi ne nous permet pas de radier qui ce soit», a souligné un membre de cette structure. «L'étude des listes d'électeurs est en cours. C'est ensuite la Cour constitutionnelle qui tranchera sur la validité de la liste définitive des électeurs», a-t-il précisé. Cependant, les populations de la capitale guinéenne Conakry ont largement suivi mercredi un appel à la mobilisation «massive» et «illimitée» lancé par le Front national pour la défense de la constitution (FNDC), après une trêve de quelques jours pour «contrer» la

démarche du président Alpha Condé visant à briguer un troisième mandat à la tête de l'État. Les protestations ont débuté, peu avant l'aube, dans les différents axes routiers de la capitale, et les manifestants ont parcouru une douzaine de kilomètres qui sépare le rond point de la tannerie de l'esplanade du stade du 28 septembre. Il s'agit de la deuxième manche de la mobilisation du FNDC largement suivie à travers plusieurs axes de la capitale guinéenne. Selon les médias locaux, des accrochages entre manifestants et forces de l'ordre ont eu lieu à Bambeto (Ratoma), et le commerce était paralysé, les boutiques et magasins dans les différents marchés étaient fermés. C'est le cas du marché Madina, le plus grand du pays. Le secteur éducatif aussi était paralysé, la plupart des écoles publiques et privées étant restées fermées au lendemain d'une violente manifestation d'élèves qui réclament le retour de leurs enseignants en grève.



Clôture du salon «Tizi n'udlis»

# Faire sortir le livre vers les places publiques

■ Le livre doit désormais sortir des établissements pour aller dans les places publiques, a indiqué, jeudi, la directrice de la culture de la wilaya de Tizi-Ouzou, Nabila Goumeziane, à la clôture de la 12<sup>e</sup> édition du Salon du livre «Tizi n'udlis».

Par Abla Selles

**M**me Goumeziane a annoncé, lors de la cérémonie de clôture du salon, organisée à la bibliothèque principale de lecture publique, que le prochain événement qui sera consacré au livre se tiendra dans les places publiques au niveau du chef-lieu et dans les villages, afin de le rapprocher du lecteur. «Nous envisageons prochainement de rapprocher le livre du citoyen et de le faire sortir au niveau des places publiques et ce, dans une démarche de proximité entamée par la direction de la culture, et que nous comptons consolider avec la contribution

de nos partenaires (APC, daïras, mouvements associatifs, comités de villages, direction de l'éducation)», a-t-elle dit. Au niveau du chef-lieu de wilaya, le site qui a été retenu pour ce genre d'événements est la placette du musée, située en plein centre-ville, qui «pourra devenir un carrefour des arts, de l'écriture et de la production». Les conférences et autres rencontres seront organisées au niveau de la bibliothèque communale qui se trouve au sein même du musée de la ville, a-t-elle ajouté. Cette démarche sera menée aussi au niveau des villages qui sont l'essence même de ce patrimoine culturel, a souligné la directrice

de la culture qui a observé que l'organisation des villages qui sont structurés va contribuer à la réussite de cette démarche dans une wilaya avide de lecture et qui ne demande que d'avoir des livres, a-t-elle observé. Dans cette démarche d'aller vers l'autre et de rapprocher le livre du lecteur, le bibliobus de la direction de la culture, riche d'un fond de 10 000 titres, a effectué cinq sorties durant ce salon vers des communes et villages de la wilaya, en plus de la sortie vers la maison de rééducation et de réinsertion et au niveau de la placette Mbarek-Ait-Menguellet du chef-lieu de wilaya, a indiqué



## Séminaire national de la poésie Melhoun Biskra : récitals poétiques en ouverture

**L**es travaux du séminaire national de la poésie Melhoun se sont ouverts mercredi à la salle Fikr oua Adeb de la ville Biskra par une série de récitals donnée par des poètes venus de plusieurs wilayas. Clôturé jeudi en fin de journée, les participants ont souligné que la poésie populaire constitue «un document relatant les ères historiques successives».

Les participants au séminaire national sur «L'impact de la poésie populaire (malhoun) dans l'écriture de l'histoire» ont souligné, jeudi, en clôture de cette manifestation de deux jours, que la poésie populaire constitue «un document relatant les ères historiques successives».

Dans une intervention dédiée à «l'investissement de la poésie populaire dans l'histoire», l'universitaire Chama Derouiche a

affirmé que «l'héritage multiculturel dans le domaine de la poésie du Melhoun peut constituer l'une des sources importantes susceptibles de contribuer à écrire l'histoire, à travers sa transmission précise et exacte de faits et d'événements intervenus dans différentes époques et siècles».

Et d'ajouter : «Le chercheur en histoire est tenu d'explorer les styles poétiques, retracer leurs trajectoires temporelles et étudier les textes pour arriver à cerner la réalité des circonstances dans lesquelles l'événement s'est produit, et ce, en plus d'étudier

l'aspect technique, esthétique et la puissance des mots».

Evocant les styles poétiques de certains poètes du Melhoun en Algérie, comme Lakhdar Benkhalouf et Aïssa Laghouati, le spécialiste en littérature populaire, Khaled Yacine Chahhal de Mostaganem a souligné que «le Melhoun est à la fois une science et un style littéraire, permettant de percevoir les souffrances des gens lesquelles constituent une part de l'histoire».

A ce propos, il a également mis l'accent sur «la nécessité de comprendre le véritable sens du

lexique utilisé pour écrire ces poèmes et dont l'essence peut se perdre au fil du temps».

Dans le même contexte, D' Mouloud Khelfallah, de l'université de Biskra, a indiqué, pour sa part, que «des critères comme la sincérité et l'exactitude étaient indissociables des poèmes du Melhoun qui relatent les épopées et l'héroïsme du peuple algérien à travers les âges en en mettant, notamment, en exergue ses joies et ses peines tout en constituant des références pour l'écriture de l'histoire et la culture transmises par les ancêtres».

A noter que ce séminaire national de deux jours, tenu dans la salle de littérature Ahmed-Réda-Houhou de la capitale des Ziban, et qui a été organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) en coordination avec l'Association nationale de la littérature populaire et la direction de la culture de la wilaya de Biskra, a vu la présentation de plusieurs conférences sur la poésie populaire, en plus d'une lecture de poèmes et diverses activités artistiques.

K. L.

Prévu avant 2020

## Un laboratoire des recherches historiques bientôt en service

**L**e laboratoire des recherches historiques, en cours de réalisation dans la wilaya de Khenchela, sera opérationnel avant fin 2020, a-t-on appris mercredi du directeur de wilaya de la culture. Le laboratoire est actuellement à 80 % réalisé, et les tra-

vau d'aménagement extérieur et équipement seront parachevés «au plus tard durant le premier trimestre 2020», a assuré à l'APS le même responsable.

Inscrit en 2008, le projet s'est vu confronté à plusieurs entraves ayant empêché sa réalisation

dans les délais, selon le même cadre qui a indiqué que son chantier a été relancé au cours des deux dernières années suite à l'intervention des services de la wilaya et de la direction de la culture. Réalisé sur un terrain mitoyen au musée national

public «Frères Boulaaziz» à la cité Chabor dans la ville de Khenchela, ce laboratoire mobilise un investissement public de 100 millions DA, a indiqué M. Djaalab.

F. H.

### AGEND'ART

Salle Ibn Zeydoun à 19h  
30 janvier :

L'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le ministère de la Culture, organise un concert de rock flamenco avec l'artiste espagnol Nestior. Le prix du ticket d'entrée est fixé à 600 DA.

**Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah**  
Jusqu'au 18 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdeloufi (Aïn Beïda).

**Galerie Ifru Design**  
Jusqu'au 31 janvier :  
Exposition «Homages» de l'artiste Abdelhalim Boukhalifa.

### Théâtre

## «Wassiet El Hattab», nouvelle pièce de l'association «El Masrah El Hor»

**L**es activités de l'association «El Masrah El Hor» (Milev 86) ont été renforcées par une nouvelle production théâtrale destinée aux enfants, intitulée «Wassiet El Hattab», a indiqué, mercredi, le président de l'association, Réda Boulebsir.

A ce propos, la même source a affirmé, à l'APS, que cette association a achevé les préparatifs de cette nouvelle œuvre théâtrale, produite en coopération avec l'atelier d'art dramatique de la Maison de la culture Mbarek-Ei-Mili de Mila en décembre dernier et s'approprie actuellement à la présenter au public. Cette pièce représente la quatrième œuvre destinée aux enfants produite par cette association locale activant dans le

domaine du théâtre depuis des années à Mila, en plus d'un certain nombre d'autres d'œuvres théâtrales pour adultes.

Le texte et la réalisation de la pièce «Wassiet El Hattab» sont l'œuvre du président de l'association, l'artiste Réda Boulebsir, en plus de la participation de 3 autres artistes de la même association, à savoir Ali Sebti, incarnant la figure paternelle du père bûcheron (El Hattab), Haroun Zegrour le rôle du fils (Ali) et Mohamed Amine Dahmani celui du second fils (Chaâbane).

Ce travail, selon le réalisateur et président de la même association, vise à «souligner la nécessité de perpétuer les principes et les valeurs qui caractérisent notre société pour

assurer la cohésion de ses membres à partir de la cellule familiale».

Parmi les valeurs sur lesquelles ce travail s'est focalisé, il y a celles de l'entraide, l'affection et l'amour entre les membres d'une même famille, en plus de la mission primordiale de la famille dans l'épanouissement des individus à travers les aspects éducatifs et culturels ainsi que la sensibilisation.

Selon le président de l'association «El Masrah El Hor» (Milev 86), cette œuvre sera présentée «à la fin de cette semaine» dans le cadre d'une tournée artistique à travers plusieurs wilayas du pays, précisant que la première aura lieu dans la wilaya de Souk Ahras.

M. K.



Mise à jour de Ligue 1  
**Le PAC battu par le CSC**

**LE PARADOU AC** a été battu par le CS Constantine (1-2), en match de mise à jour de la 13<sup>e</sup> journée du championnat national de Ligue 1, disputé ce jeudi au stade Omar-Hamadi (Alger).

Pour sa dernière rencontre de sa longue série de matchs en retard, le PAC a raté une bonne occasion de prendre ses distances avec la zone rouge. Pourtant, cette partie a commencé de la meilleure manière possible pour les Académiciens qui ont débloqué la situation à la 28<sup>e</sup> minute par Bouzok, sur penalty.

Cependant, les capés de Chalio n'ont pas pu à marquer un second but pour se mettre à l'abri. En effet, les visiteurs ont

réussi à revenir dans la partie en seconde période. Dans un premier temps, les Sanafir ont nivelé la marque par l'entremise de Yettou, juste avant l'heure de jeu (56').

Alors que cette partie s'achevait vers un score de parité, les visiteurs ont joué un mauvais tour à leur hôte en marquant le but de la victoire dans le temps additionnel grâce à Amokrane.

A la faveur de ce succès, le CSC passe de la 8<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> place avec 22 unités. De son côté, le PAC réalise une bien mauvaise opération et boucle cette phase aller, à la 12<sup>e</sup> position avec 18 points.

Classement mondial des clubs

**Le CRB, club algérien le mieux classé**

**LE CR BELOUZDAD** est le club algérien le mieux classé sur le plan mondial, où il occupe le 287<sup>e</sup> rang, avec un total de 74,5 points, devant l'USM Alger (303/73 pts) et le CS Constantine (321/70 pts), suivant le nouveau Ranking de l'International Federation of Football History & Statistics (IFFHS), dont une copie a été transmise à la Fédération algérienne de football (FAF).

Le leader du championnat d'Algérie de Ligue 1 déloge ainsi l'USM Alger, qui était le meilleur club algérien dans le précédent classement, en étant 268<sup>e</sup> en 2018, et qui a donc enregistré une régression de 35 places en 2019.

Ce nouveau classement mondial est dominé par la formation anglaise du FC Liverpool, vain-

queur de l'UEFA Champions League, de la Coupe du Monde des Clubs de la FIFA et de l'UEFA Supercoupe.

Sur le plan africain, c'est la formation tunisienne de l'Espérance Tunis qui domine, en étant 19<sup>e</sup> mondiale, devant l'Etoile Sportive du Sahel (2<sup>e</sup>) et les Marocains du Wydad Casablanca (3<sup>e</sup>).

Si l'USMA a enregistré un recul dans ce nouveau classement mondial des clubs, le CR Belouizdad, lui, a réussi une avancée significative, lui qui occupait le 645<sup>e</sup> rang en 2018.

Même exploit pour le Paradou AC, qui a réalisé un bond spectaculaire de 687 places, en passant du 1018<sup>e</sup> en 2018 à la 331<sup>e</sup> place en 2019, alors que le CS Constantine est passé du 349<sup>e</sup> au 321<sup>e</sup> rang.

Championnat d'Algérie individuel de judo  
**Les clubs d'Alger haut la main**



*seront en course demain dans les autres catégories de poids seront également à la hauteur», a-t-elle déclaré.*

Souakri est également revenue sur la finale (-57 kg) entre Yamina Halata et Nesrine Boudjemil (JS El Kseur), saluant le parcours de son athlète jusqu'en finale.

«Halata a remporté toutes ses confrontations par Ippon. En finale, c'était plus difficile, mais elle a réussi une prise très technique au golden score qui lui a offert la victoire», a-t-elle souligné.

Dans le tableau masculin, les deux titres mis en jeu ont été remportés par Mohamed Rebahi du CJ Ain Témouchent dans la catégorie (-60 kg) et Boubekeur Rebahi du JC El Harrach dans la catégorie (-66 kg).

«C'était un combat difficile avec beaucoup d'intensité, mais j'ai réussi à décrocher la médaille d'or grâce aux conseils de mon entraîneur», a déclaré le judoka du JC El Harrach.

Les épreuves du Championnat d'Algérie de judo individuel seniors ont débuté jeudi avec la participation de 500 judokas, dont 170 dames, et se poursuivront jusqu'à aujourd'hui à la salle Harcha-Hacène (Alger).

**LES CLUBS** algérois ont dominé les finales de la 1<sup>re</sup> journée du Championnat d'Algérie de judo individuel seniors, en décrochant quatre des cinq titres mis en jeu jeudi à la salle Harcha-Hacène (Alger).

Chez les dames, les judokates du GS Pétroliers Meriem Moussa (-52 kg) et Yamina Halata (-57 kg) ont conservé leur titre de championne d'Algérie, alors que Hadjer Mecerem de l'USM Alger s'est hissée sur la première marche du podium de la catégorie (-48 kg).

L'entraîneur des Pétroliers, Salima Souakri, a estimé que ses athlètes ont confirmé une fois de plus leur domination sur le judo féminin algérien, malgré le retour en force des judokates de l'USM Alger.

«Je suis très satisfaite des résultats obtenus lors de cette première journée de compétition. J'espère que les filles qui

Ligue des champions  
**La JSK défie le Vita Club**

■ La JS Kabylie sera cet après-midi à l'épreuve du Vita Club du Congo, pour le compte de la cinquième journée de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique.



Les Canaris ne perdent pas espoir

Par Mahfoud M.

**C**ontraint au nul par le Raja de Casablanca, lors de la précédente journée, la formation de la ville des Genêts est au pied du mur et n'a pas droit à l'erreur. Elle se doit de revenir avec un résultat probant de cette sortie très compliquée face à une bonne équipe du Vita qui reste en pole position pour se qualifier au dernier carré. Les Canaris traversent une étape difficile depuis quelque temps, mais souhaitent s'en sortir et réussir un retour. Pour cela, ils se doivent de revenir avec le meilleur résultat possible et pourquoi pas avec l'ex-

plot de la victoire, même si ce n'est pas évident, sachant que l'équipe locale ne souhaite pas laisser filer les points du succès à domicile et devant ses fans. Pour ce qui est de l'effectif, à retenir le retour de Bencherifa qui devra faire sa réapparition au sein de l'effectif, de même que Belaïli qui a montré sa disposition à jouer après s'être rétabli de sa blessure. Pour ce qui est des changements prévus, on croit savoir que le staff technique comptera sur Juma en attaque en compagnie de Belgherbi, même si Banouh pourrait être aussi dans ses plans. L'essentiel est que le coach Chay a toutes les armes qu'il faut pour aborder

ce match dans les meilleures conditions, surtout sachant qu'il s'agit d'une rencontre très importante pour l'équipe qui ne doit pas la rater si elle souhaite rester encore dans la course pour la qualification aux demis, même s'il lui faudra un miracle, étant donné que son sort n'est pas totalement entre ses mains. Les Kabyles sont, cependant, conscients de ce qui les attend et veulent tomber les armes à la main en se donnant à fond lors des deux dernières journées qui restent à disputer, car c'est beaucoup plus une question de principe et il faudra rester concentrés sur son sujet.

M. M.

AS Monaco

**Leicester décidera pour le transfert de Slimani**

**L'**entraîneur Nord-irlandais de Leicester City, Brendan Rodgers, a indiqué qu'un éventuel transfert de l'attaquant international algérien, Islam Slimani, prêté cette saison à l'AS Monaco, devrait passer par son club. «Slimani est prêt et il y a un accord pour qu'il soit de retour à la fin de la saison, donc s'il y a une équipe qui est intéressée à reprendre ce prêt, elle contactera les gens ici à Leicester City. C'est quelque chose qui passera par le club. Pour le moment, il n'y a rien à ajouter à ce sujet», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, citée mercredi par les médias locaux.

Arrivé l'été dernier à Monaco pour un prêt d'une saison avec option de Leicester, Slimani n'a

pas tardé à démontrer ses qualités, devenant l'un des joueurs les plus en vue de la Ligue 1 française en affichant un bilan de 7 buts et 8 passes décisives.

Alors que tout marchait pour lui en début de saison, le limogeage de l'entraîneur portugais, Leonardo Jardim, à l'origine du recrutement de Slimani, et son remplacement par l'Espagnol, Robert Moreno, a fini par changer la donne pour le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale, relégué depuis sur le banc des remplaçants.

Avant de rejoindre le club de la Principauté, Slimani (31 ans) avait évolué à Fenerbahçe (Turquie) et Newcastle (Angleterre), également sous forme de prêt, mais n'avait pu s'exprimer pleinement.

Convoité par Tottenham et Aston Villa, Slimani pourrait quitter Monaco, dès cet hiver : «Moins utilisé ces dernières semaines, l'attaquant monégasque ne cache pas son mal-être comme ses envies ailleurs. L'international algérien, auteur de premières semaines étincelantes en Ligue 1 (7 buts et 8 passes décisives), ne cache pas sa lassitude face à ce qu'il perçoit comme une forme de déclassement», écrivait récemment le quotidien sportif «L'Equipe».

En dépit d'un faible volume de jeu, Slimani (31 ans) occupe quand même la deuxième place au classement des passeurs du championnat avec 8 offrandes, devancé par l'Argentin du Paris SG Angel Di Maria, auteur de 9 offrandes.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Foire du miel et des produits de la ruche à Chlef

## Des prix en notable hausse

LES DIFFÉRENTS types de miel et autres produits de la ruche actuellement exposés à la vente à la Foire nationale du miel et des produits de la ruche, organisée du 20 au 28 du mois en cours à Chlef, ont enregistré une hausse «notable», comparativement à l'année précédente, impactant sur l'activité commerciale au sein de la manifestation. En effet, cette foire économique et commerciale a été marquée par une affluence modeste des visiteurs, «visiblement refroidis» par la hausse des prix des différents types de miel et des produits de la ruche exposés à la vente, au moment où ils s'attendaient à des prix nettement à la portée de leurs bourses, a-t-on constaté. Approchés à ce propos, par l'APS, de nombreux apiculteurs exposants ont imputé la hausse des prix au «recul de la production mellifère», en raison, selon eux, des conditions climatiques défavorables, comme l'une des «raisons principales à l'origine de la hausse des prix et leur Instabilité», ont-ils indiqué. A cela s'ajoutent, «les frais inhérents au déplacement des ruches d'abeilles pour la transhumance sans omettre les dépenses liées à l'acquisition de matières premières nécessaires pour l'activité apicole», ont-ils soutenu. «La production mellifère de cette année a enregistré un important recul, dû notamment à des conditions climatiques défavorables, ayant impacté négativement la période de floraison des arbres et plantes», a indiqué, à l'APS, le président de l'association des apiculteurs, Abdelaziz Ait Hammouda. Un fait, a-t-il dit, à l'origine d'un «recul du rendement de la ruche qui ne dépasse pas cinq kg de miel, contre un rendement estimé entre 10 et 15 kg (par ruche précédemment)», a-t-il déploré. Selon Malika Malki, une apicultrice de Blida, «les conditions climatiques extrêmes contraignent les apiculteurs au déplacement de leurs ruches pour la transhumance au niveau d'autres régions plus clémentes. Certains poussent leur quête jusqu'à des zones sahariennes ou situées en montagne». «Ce qui implique des frais supplémentaires, qui sont intégrés par la suite dans le prix de revient du produit fini (le miel)», a-t-elle fait savoir. Yacine Remla apiculteur de Chlef a, quant à lui, imputé cette hausse des prix du miel aux «coûts élevés des équipements d'importation notamment, nécessaires pour l'élevage apicole». Il a exprimé son souhait de voir les «entreprises locales s'orienter vers l'investissement dans la filière apicole, de manière à contribuer à la baisse des

frais de ces équipements», a-t-il souhaité. Si l'organisation des foires fait partie des activités commerciales propices à la commercialisation de différents types du miel local et des produits de la ruche, la hausse des prix, conjuguée au manque de confiance des citoyens dans le produit local, constituent une entrave à une bonne activité commerciale, ce qui conduit inévitablement à un stock d'inventés. En attendant d'assurer une meilleure organisation à la filière apicole, considérée pourtant parmi les activités génératrices de richesse à l'échelle locale et mondiale, eu égard aux possibilités offertes pour l'exportation du produit, dans le cas de la disponibilité de laboratoires de contrôle et de certification du miel local, les apiculteurs ont recours à de nombreuses mesures ou «astuces», qui leur assurent l'écoulement de leurs produits, au même titre que la confiance du consommateur. En effet, les exposants ont trouvé une parade à la hausse des prix, en proposant le miel dans des contenants de différents volumes et poids. Un choix est ainsi offert aux consommateurs en vue d'acquiescer un pot de pas plus de 125 g de miel pour 500 à 800 DA, au lieu d'un kg pour des prix compris dans une fourchette entre 3 600 et 5 000 DA. «Proposer le miel dans des pots de différents poids nous a permis d'assurer de «bons gains» aux premiers jours de cette foire», ont admis nombre d'apiculteurs. A noter que les prix des miels proposés à la vente, à cette foire, ont varié entre 3 300 DA/kg pour le miel de fleurs, et 3 600 DA/kg pour le miel de thym, au moment où le miel de carotte sauvage a été affiché à 3 500 DA/kg, le miel de montagne à 4 000 DA/kg, et le miel de jujubier entre 4 500 et 5 000 DA le kg.

L. M.

## Ouverture des dossiers de corruptions



Djalou@hotmail.com

El-Meghaier

## Une commission d'enquête ministérielle s'enquiert de la situation à l'hôpital

■ Une commission d'enquête ministérielle s'est enquit cette semaine des conditions de prise en charge médicale au niveau de l'Etablissement public hospitalier «chahid Said-Debbakh» à El-Meghaier (170 km d'El-Oued), a-t-on appris de la Direction de la santé et de la population d'El-Oued.

Par Yanis B.

Dépêchée mardi dernier sur instruction du ministre de tutelle, D' Aderrahmane Benbouzid, la commission s'est penchée, trois jours durant, sur la situation de l'hôpital en question, à travers ses différents services médico-chirurgicaux, a précisé le DSP, Abdelkader Laouini. Constituée de trois membres, deux inspecteurs et le sous-directeur chargé des services des Urgences au ministère de la Santé, la commission s'est enquis de près de la situation et des prestations

assurées au niveau des différents services médico-chirurgicaux, a recensé les lacunes et les besoins, notamment en matière d'équipements et d'encadrement humain (médical et paramédical).

Lors de sa visite technique dans les différents services, elle a rencontré des patients et écouté aussi les doléances des staffs médicaux et paramédicaux. L'accent a été mis particulièrement sur l'efficacité des prestations au niveau des urgences médico-chirurgicales, par les membres de la commission lors de leur visite des diffé-

rents pavillons de l'hôpital, dont aussi les services de pédiatrie, de médecine interne, de radiologie, de médecine et chirurgie orthopédique, de gynécologie-obstétrique et la pharmacie. La visite de la commission d'enquête intervient suite aux promesses faites par le ministre de la Santé à un groupe de citoyens concernant l'amélioration des prestations de santé dans cet hôpital, et ce, lors de sa visite du 19 janvier courant, après le drame routier qui avait fait plusieurs victimes.

Y. B.

Salon international de l'agriculture d'Oran

## Des démarches pour donner une impulsion à la cuniculture

L'ASSOCIATION nationale «Nouvelle génération» des éleveurs de lapins d'Algérie (Angela) mise énormément sur les foires agricoles pour donner une impulsion à la cuniculture et l'élargir à travers l'ensemble des wilayas du pays dans le but de diversifier le marché des viandes blanches en Algérie, a-t-on appris à Oran du président d'association. Bouheddoun Madjid a indiqué à l'APS en marge de la 5e édition du Salon international de l'agriculture qui se poursuit à Oran, que l'un des objectifs de l'Angela, est de donner une impulsion à l'élevage de lapins qui a connu un recul à cause

d'un certain nombre de problèmes liés notamment au manque de médicaments, à la commercialisation et à la cherté des aliments nécessaires pour ce type d'animaux domestiques. L'alimentation pour lapin est disponible en Algérie mais son prix reste élevé oscillant entre 4 500 et 4 600 DA le kilogramme, a-t-il fait remarquer. En plus du renchérissement des prix de cette matière importante dans l'élevage des lapins, le prix de sa viande reste élevé sur le marché et il est vrai qu'il varie entre 900 et 1 000 DA/kg chez les bouchers, alors que le prix du lapin vivant dont le poids varie entre 1

et 3 kilogrammes varie entre 360 et 400 DA, selon le président de cette association, éleveur de lapins à Tizirt (Tizi-Ouzou). Cette association qui compte 10 adhérents en son sein issus de différentes wilayas du pays, entend participer à différents événements à caractère agricole et organiser des séances de dégustation, et ce, pour promouvoir la culture de la consommation de la viande de lapin, qui n'est pas assez répandue en Algérie. En juillet dernier, l'association a pris une initiative en procédant à la signature de conventions avec l'Institut technique d'élevage de Baba Ali

(Alger) pour disposer d'éleveurs de lapins pour la conduite des espèces algériennes dont notamment celle connue sous le label «Itlaf 2006» et sa reproduction, selon son président. Cette variété est considérée comme la meilleure en Algérie car elle dispose d'une grande immunité et résiste aux conditions les plus difficiles, s'adapte facilement aux spécificités locales et se distingue par rapidité dans la reproduction, a fait savoir la même source, qui fait observer que l'élevage de cette variété de lapins a prouvé sa réussite.

(APS)